

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

N°IC 2004/3426

LA

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*



- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 23 novembre 2005, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 avril 1992, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « S.A.R.L. DE KERVOAZEL », autorisant l'exploitation à MANTALLOT au lieu-dit « Kervoazel » d'un élevage avicole de 68000 animaux équivalents (soit 68000 poulets de chair) ;
- VU la demande présentée le 15 mai 2004 par l'installation classée « **S.A.R.L. DE KERVOAZEL** », sise « Kervoazel » en MANTALLOT, en vue de la régularisation administrative d'un élevage de 103 800 animaux-équivalents (Poulets de chair), à MANTALLOT au lieu-dit « Kervoazel » (Section ZB N°14) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;

VU les délibérations des conseils municipaux de : LE FAOUET (25 août 2004), KERBORS (28 septembre 2004), KERMARIA-SULARD(24 septembre 2004), LANGOAT (10 septembre 2004) MANTALLOT (27 octobre 2004), PLEUMEUR-GAUTIER (8 octobre 2004), PLOUGRESCANT (22 septembre 2004), POMMERIT-JAUDY (6 septembre 2004), PRAT (8 septembre 2004), QUEMPERVEN (16 août 2004) , LEZARDRIEUX (10 septembre 2004), PENVENAN (4 octobre 2004), PLOUGUIEL (27 septembre 2004), TREDARZEC (23 septembre 2004), TRELEVERN (9 septembre 2004),;

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU les rapports de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 12 avril 2005 et 22 février 2006;

VU l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 16 septembre 2005 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement article L.514-6 du Code de l'Environnement et qu'en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ; et que les apports en « phosphore » ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LA ROCHE DERRIEN , dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 15580 UN, qui seront mises à la disposition de 12 prêteurs de la façon suivante 1300 UN en Z.E.S.(Zone d'excédent structurel), 3900 UN hors Z.E.S. dans des cantons supérieurs à 140UN/ ha et 10380 UN hors Z.E.S. dans des cantons inférieurs à 140 UN/ha-

CONSIDERANT que la surface des bâtiments n'a pas été modifiée et que les effectifs sollicités étaient bien présents au 1^{er} janvier 1994;

CONSIDERANT que le plan d'épandage a pris en compte les zones conchylicoles,

CONSIDERANT que le bilan agronomique phosphore déposé le 14 octobre 2005 a été modifié le 27 janvier 2006 et qu'il apparaît que la charge en phosphore ne dépasse pas les 100 kg par hectare chez tous les prêteurs,

CONSIDERANT que les conventions d'épandage ont été revues à cet effet,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **S.A.R.L. DE KERVOAZEL (TOUDIC Hervé)** » demeurant à BERHET au lieu dit "Belle fontaine." à exploiter à cette adresse (Section.ZB , parcelle n° 14), conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole dont la capacité maximale est de **103 800 animaux équivalents** en présence simultanée répartis comme suit :103 800 poulets de chair, sous réserve que la rotation des productions sur les deux poulaillers, permette de limiter la production d' azote à 15 580 unités.

Site « Belle Fontaine »	Animaux équivalents
103800 poulets de chair	soit 103800 animaux équivalents
<i>Total : 103800 animaux</i>	<i>Total : 103800 animaux équivalents</i>

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction des bâtiments devront être de catégorie M3 au minimum (c'est à dire moyennement inflammables).

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage des combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100m/m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2.3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE AVICOLE :

2.3.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3462 m².

2.3.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.3.3.-L' éleveur devra déposer en Préfecture, dans un délai de trois mois, une confirmation du plan d' épandage retenu ainsi qu' un bilan agronomique justifiant d' une fertilisation phosphore inférieure à 150% de l' exportation des plantes, pour chaque exploitation agricole recevant des déjections.

2.4 -EPANDAGE :

Le pétitionnaire devra utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène.

ARTICLE 3 -

3.1 Résorption : par épandage sur des cantons où la charge azotée à l' hectare est inférieure à 140 unités: 10 594 unités

ARTICLE 4 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 5 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 6 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de MANTALLOT pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de MANTALLOT pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « S.A.R.L. DE KERVOAZEL ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « S.A.R.L. DE KERVOAZEL » dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

La décision préfectorale susvisée du 2 avril 1992 est abrogée et remplacée par le présent arrêté.

ARTICLE 9 -

« Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de LANNION,
Le Maire de MANTALLOT,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi qu'aux maires de LE FAOUET KÉRBORS KERMARIA-SULARD LANGOAT ,MANTALLOT ,PLEUMEUR-GAUTIER PLOUGRESCANT, POMMERIT-JAUDY, PRAT, QUEMPVERN , LEZARDRIEUX, PENVENAN PLOUGUIEL TREDARZEC,TRELEVERN BERHET PLEUBIAN , LA ROCHE DERRIEN pour information.

SAINT-BRIEUC, le
LE PREFET,

13 MARS 2006



Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT